

Unité départementale de Seine-et-Marne

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 13 /04/2023

14 rue de l'Aluminium  
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**GALVACHAUD SAS**

ZI de Mitry-Compans  
77290 Compans

Références : E23- 0872  
Code AIOT : 0006500640

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2023 dans l'établissement GALVACHAUD SAS implanté 13 Rue Jacquard ZI DE MITRY COMPANS 77290 Compans. L'inspection a été annoncée le 04/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GALVACHAUD SAS
- 13 Rue Jacquard ZI DE MITRY COMPANS 77290 Compans
- Code AIOT : 0006500640
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

GALVACHAUD est une entreprise spécialisée dans la galvanisation à chaud, procédé de traitement de surface visant à protéger efficacement l'acier contre la rouille et la corrosion. Le site est soumis la nomenclature des installations classées du Code de l'environnement au titre des rubriques :

2567-1-a → Régime de l'Autorisation

Supérieur à 1000 l depuis le 16/06/1982

3230-c → Régime de l'Autorisation

Application de couches de protection de métal en fusion depuis le 02/03/2015

3260 → Régime de l'Autorisation

Traitement de surface depuis le 02/03/2015

2565-2-a → Régime de l'Enregistrement

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2016/DRIEE/UD77/105 du 22 novembre 2016
- Dispositions relatives aux rejets atmosphériques ;
- Gestion des produits dangereux pour l'environnement ;
- Vérification des moyens d'alerte et de lutte contre les incendies;
- Surveillance piézométrique;

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
3	Respect des valeurs limites en rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 3.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 4.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Connaissances et étiquetages des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 8.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Installations électriques, vérification annuelle	Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 8.2.3	Mise en demeure n°2016/DRIEE/UD77/105	Levée de l'arrêté de mise en demeure & Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 8.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
12	Émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 9.2.1 & 9.3.2	Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Surveillance piézométrique	Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 9.2.3 & 9.3.4	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
15	Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 4.3.10	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement ICPE	Code de l'environnement, articles L.511-1, L511-1-A et L511-2	/	Sans objet
2	Émissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 3.1.5	/	Sans objet
4	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 4.1.1	/	Sans objet
6	Isolement	Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 4.2.4.2	/	Sans objet
8	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 8.2.2	/	Sans objet
11	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 8.5.2	/	Sans objet
14	Séparateurs hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 4.3.3	Lettre de suite préfectorale	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

A l'issue de la visite, il apparaît que de nombreuses non conformités ont été observées. Il conviendra que l'exploitant apporte des éléments de réponse dans les délais indiqués.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Classement ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, articles L.511-1, L511-1-A et L511-2	
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Vérification de classement	
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet	
<b>Prescription contrôlée :</b> 2567-1-a → Régime de l'Autorisation Supérieur à 1000 l depuis le 16/06/1982  3230-c → Régime de l'Autorisation Application de couches de protection de métal en fusion depuis le 02/03/2015  3260 → Régime de l'Autorisation Traitement de surface depuis le 02/03/2015  2565-2-a → Régime de l'Enregistrement Traitement de surface depuis le 16/06/1982	72 m <sup>3</sup>          > 2 T/H          > 30 m <sup>3</sup>          432000 L
<b>Constats :</b> Le classement du site est inchangé.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet	

### N° 2 : Émissions diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 31.5	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique	
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet	
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les cuves de dézingage et d'acide chlorhydrique sont couvertes.	
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence de couverture sur les cuves.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet	

### N° 3 : Respect des valeurs limites en rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). [...] Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite. Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur où à défaut selon les méthodes de référence.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué ne pas avoir fait de mesure 2016 bien que la dernière visite d'inspection ait déjà mentionné cette non-conformité. Le 20 février 2023, l'exploitant a transmis une fiche de prestation signée du 14 février actant l'intervention de l'APAVE pour la réalisation d'un contrôle des rejets atmosphériques en 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 4 : Prélèvement d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Approvisionnement en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes → réseau public 250 m <sup>3</sup> annuel Les installations de prélèvement d'eau dans le réseau public sont munies de dispositifs de mesure totaliseurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré dans un registre. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Par courriel du 17 février 2023, l'exploitant a transmis sa consommation d'eau 2022 qui est 222 m <sup>3</sup> (1 <sup>er</sup> semestre 120 m <sup>3</sup> + 2 <sup>e</sup> semestre 122 m <sup>3</sup> ).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 5 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...)</li><li>- Les secteurs collectés et les réseaux associés</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b> Par courriel du 20 février 2023, l'exploitant a transmis un plan qui ne comporte que les deux réseaux sortants menant aux séparateurs hydrocarbures comportant des vannes d'isolement du site. Ce plan doit être complété pour comprendre l'ensemble des réseaux aqueux de l'installation selon les dispositions de l'arrêté d'autorisation du 17 décembre 2009.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 6 : Isolement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 4.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne..
<b>Constats :</b> Les systèmes d'isolement ont été vus sur le site et l'exploitant les a manipulés le 24 janvier 2023 pour s'assurer de leur fonctionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Connaissances et étiquetages des produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage...) : les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.</p> <p>Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas sur site de réserves de cyanure et de trioxyde de chrome.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les fiches des données de sécurité des produits employés sur son site.</p> <p>Il a indiqué travailler à flux tendu concernant les produits employés et ne pas tenir de registre indiquant les quantités et natures de produits dangereux détenus. Le contrôle est visuel.</p> <p>L'exploitant n'avait pas de réserves de cyanure et de trioxyde de chrome le jour de la visite. Il indique qu'il n'en emploie pas sur son site.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un nettoyeur industriel liquide fortement alcalin sans rétention à l'extérieur du bâtiment.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



**N° 8 : Désenfumage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 8.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
<b>Constats :</b> Des ventilations de dimension importantes sont présentes en toiture du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Installations électriques, vérification annuelle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 8.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> C'est le dernier point mentionné dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2016/DRIEE/UD77/105 du 22 novembre 2016
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis un rapport de vérification électrique et un certificat Q18 du 5 décembre 2022 qui mentionne 39 remarques et précise que l'installation "peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion". Des efforts complémentaires à ceux de la dernière inspection ont pu être observés (Rénovation du TGBT et remplacement des cellules HT et 3 nouveaux convecteurs ATLANTIC ont été ajoutés) sans que l'installation soit totalement remise en conformité.  Il apparaît que le site a répondu à la mise en demeure qui lui était adressée et qu'en conséquence celle-ci peut être levée. Cependant, l'installation électrique restant non-conforme et pouvant entraîner des risques, il est nécessaire que l'exploitant transmette sous 1 mois un plan d'action visant à un retour à la conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 10 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-100 % de la capacité du plus grand réservoir;</li> <li>-50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres;</li> <li>- dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres.</li> </ul> <p>Dans le cas de cuves de grand volume associées à une capacité de rétention, l'exigence de 50% du volume des cuves associées pourra être techniquement difficile à réaliser. Sur la base de l'étude de danger qui le justifiera, il pourra être limité à 100 m<sup>3</sup> ou au volume de la plus grande cuve si celui-ci excède 100 m<sup>3</sup>.</p> [...]
<b>Constats :</b> Les produits stockés sur site le jour de la visite n'étaient pas placés sur des rétentions.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 11 : Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 8.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations Classées.
<b>Constats :</b> Suite à la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 17 février 2023 le rapport d'intervention de la société SICLI daté du 30 janvier 2023 sur la vérification des extincteurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 9.2.1 & 9.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Inspection du 20 octobre 2020
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.</p> <p>Cette campagne de mesures annuelle porte, à minima, sur 3 points (bains HCl, bain de fluxage et bain de Galvanisation).</p> [...] <p>Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2.1 du présent arrêté sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.</p> [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué ne pas avoir fait de mesures depuis 2016 bien que la dernière visite d'inspection ait déjà mentionné cette non-conformité. Le 20 février 2023, l'exploitant a transmis une fiche de prestation signée du 14 février actant l'intervention de l'APAVE pour la réalisation d'un contrôle des rejets atmosphériques en 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 13 : Surveillance piézométrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 9.2.3 & 9.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Deux fois par an (périodes de hautes et basses eaux), le niveau piézométrique est relevé et un prélèvement d'eau est réalisé sur chacun des ouvrages. [...] <p>Un rapport contenant les résultats des relevés et mesures prescrits à l'article 9.2.8.1 est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois suivant leur réalisation.</p> [...]
<b>Constats :</b> Par courriel du 17 février 2023, l'exploitant a transmis les rapports de "Prélèvement et analyse d'eaux souterraines" des 30 juin 2022 et 13 février 2023. L'inspection des installations classées observe que les paramètres utilisés dans les analyses des eaux souterraines ne sont pas identiques entre les deux rapports. Par ailleurs, les rapports ne sont plus importés dans GIDAF depuis octobre 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 14 : Séparateurs hydrocarbures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 4.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Inspection du 20 octobre 2020
<b>Prescription contrôlée :</b> La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.  Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents où dans les canaux à ciel ouvert conditions anaérobies notamment).
<b>Constats :</b> Suite à la remarque de l'inspection dans son rapport du 14 décembre 2020, l'exploitant a mis en place deux séparateurs hydrocarbures permettant de traiter l'ensemble des eaux pluviales.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 15 : Eaux résiduelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/2009, article 4.3.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, autosurveillance de la qualité des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux.
<b>Constats :</b> Par courriel du 17 février 2023, l'exploitant a transmis un rapport "Prélèvement d'eau résiduaire" du 30 juin 2022. Le rapport indique que le prélèvement en entrée du site connaît un dépassement de l'indice ST-DCO (29,6 mg/l O <sub>2</sub> ). Les valeurs mesurées en sortie présentent plusieurs non-conformités sur les paramètres suivants : DBO <sub>5</sub> (59,3 pour un seuil à 10 mg/l O <sub>2</sub> ), indice ST-DCO (175 pour un seuil à 25 mg/l O <sub>2</sub> ) et la couleur apparente (200 pour un seuil à 100 mg/l pt).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois